



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

Chef d'Escadrons
Jean-Christophe VALADE
Groupe C1

Fiche de (géopolitique / stratégie)

OBJET : sujet n°1 Bilan géopolitique intérieure et périphérique de la Russie

L'idée est toujours prégnante à Moscou selon laquelle la Russie ne saurait réaliser son ambition d'être reconnue en tant que grande puissance si elle ne parvient pas à asseoir son influence et son autorité dans sa périphérie immédiate. Les contraintes géopolitiques internes du pays : l'immensité de l'espace russe cumulée à la faible densité d'une population déclinante et vieillissante, l'absence de frontières naturelles perméables en deçà des anciennes républiques soviétiques s'ajoutant l'héritage pénible de la période de transition dicte au pouvoir russe un positionnement géopolitique et militaire relève ambivalent entre renouveau et inertie. Exploitant l'atout que représente ses ressources énergétiques indispensables aux grands ensembles périphériques, le pouvoir russe tente reconstitue une certaine puissance économique capable de lui permettre d'exercer une influence réel sur son proche voisinage.

Géopolitique interne de la Russie

La société russe a traversé dans les années 1990, une crise profonde : crise économique, institutionnelle et démocratique, organisationnelle, dont le point d'orgue aura atteint en 1999, qui a amplifié les caractéristiques de l'immensité russe : faible densité humaine de l'espace, diversité et éloignement des espaces de peuplement, extension des communication et difficile exercice de l'autorité centrale.

La faible densité de l'espace Humain se complique aujourd'hui d'une dépopulation de l'espace russe, d'une concentration à l'Ouest de L'Oural et de l'existence des minorités expatriées.

Les années de désorganisation et de doute auront certainement des conséquences de long terme pour la Russie, à commencer par le choc démographique qui la verra perdre près de 25 millions d'habitants d'ici 2050, sur les 144 qu'elle comptait en 2005. L'enjeu en la matière est certes économique, cette dépopulation posant la question du caractère soutenable de la croissance russe à long terme. Il est également stratégique. D'abord parce que les conséquences de la décroissance démographique russe s'analysent également en termes de sécurité : la surmortalité masculine semble porteuse des conséquences les plus graves et qu'à cette dépopulation va correspondre d'ici 20ans une vieillissement accélérée de la population européenne.

C'est là le second aspect de la faiblesse démographique de la Russie : sans doute, du point de vue de sa population, la Russie a-t-elle toujours été un pays européen, la très grande majorité de sa population vivant

à l'Ouest de l'Oural. Reste que ce déséquilibre entre la petite partie occidentale et l'énorme étendue orientale de la Russie ne fait que s'accroître : 78 % de la population russe vivait dans la partie européenne de la Russie; si la densité globale de la Russie s'élevait à 8,7 habitants/km², elle varie de 200 habitants/km² dans certaines parties occidentales du pays à 0,03 dans la région autonome de Sibirie de Evenk. La dépopulation de l'Extrême-Orient russe est également due à des départs massifs vers la Russie d'Europe

Enfin l'un des héritages de l'URSS reste la présence résiduelle de fortes minorités russes dans chacune des ex républiques soviétique. Cette présence conditionne pour partie la politique russe vis-à-vis de ce qu'il qualifie de «proche étranger» et n'est pas sans compliqué les relations UE-Russie du fait de l'épineuse question de Kaliningrad ou de la définition de la citoyenneté dans les états Baltes.

On peut dresser un tableau mitigé de la situation et des perspectives institutionnelles et politiques : si une autocratique remise en ordre de la Russie est bien en cours on doit craindre qu'elle reste une tentative avortée d'une centralisation du pouvoir dans un espace étendu et diversifié.

La politique de contrôle de l'administration Poutine a porté ses fruits pour réguler les rentrées fiscales, unifier les corpus législatifs des différentes régions et républiques de la fédération et renforcer le rôle des services de renseignement, du Ministère de l'Intérieur et des polices. La Russie elle a certainement reculé en termes d'ouverture politique, de transparence et de libertés, de séparation des pouvoirs et d'exercice des contre-pouvoirs classiques face à l'exécutif.

Le pouvoir central cherche à affaiblir les gouverneurs de provinces dont les prérogatives sont jugées beaucoup trop importantes. Le Kremlin veut surtout obtenir de ces dirigeants régionaux, élus au suffrage universel, qu'ils appliquent les directives du Centre et qu'ils se soumettent à une logique " verticale du pouvoir ". A cet effet , Sept grands districts ont été créés, coordonnés par sept représentants du Président. A ce jour, le bilan de cette nouvelle strate administrative reste très mitigé.

La capacité des acteurs locaux et régionaux à résister aux politiques du Centre et à se protéger contre l'ingérence d'en haut du fait des structures fédéralistes de l'organisation de l'espace russe est l'une des principales argumentations qui permettent d'expliquer pourquoi le système Poutine, autoritaire dans ses conceptions et ses méthodes, ne peut pas imposer un régime centralisé et interventionniste dans la réalité de tous les jours.

Cependant la Russie poursuit son effort pour valoriser son potentiel énergétique par une réforme efficace de son économie même si certains économistes russes s'inquiètent d'une croissance sans développement réel.

Selon une opinion bien établie, la Russie ne doit qu'au prix élevé du baril de pétrole le visage plus prospère qu'elle présente -enfin !- depuis 1999. Le jugement est excessif. Alors que les prix de l'énergie étaient au plus haut entre 1978 et 1984, l'URSS se trouvait en plein marasme. Pouvant s'appuyer sur des bases solides : un potentiel agricole fort, des réseaux de transports structurants, des ressources et une puissance énergétiques déterminante la Russie en adoptant les mécanismes du marché, parfois imposés, a fini par faire la preuve d'une certaine efficacité. Si ce sont ces mécanismes qui ont façonné les structures économiques de la Russie actuelle, tous les experts soulignent que l'économie russe reste très dépendante des exportations d'hydrocarbures et particulièrement du prix élevé du pétrole. On ne saurait nier le rôle central des hydrocarbures dans les performances des cinq dernières années. Ce rôle se lit dans les chiffres. Recalculée dans le rapport publié en février 2004 par la Banque Mondiale, la contribution au PIB des industries du pétrole et du gaz atteindrait 25 %. De même, ces industries assurent 55 % des exportations, 70 % de la capitalisation boursière, la moitié des recettes de l'État

Les devises gagnées à l'exportation ont puissamment contribué au redressement des équilibres financiers extérieur et intérieur ; l'accroissement spectaculaire des réserves de change (jusqu'à 80 milliards de dollars aujourd'hui), le remboursement scrupuleux d'une dette publique qui ne représente plus que 38 % du PIB (contre 110 % il y a 4 ans).

Les perspectives de croissance se résument à un doublement du PIB sur dix ans. Or cet objectif, considéré par le Kremlin comme indispensable pour résorber la pauvreté, pour rendre aussi à la Russie un rang dans le monde qui soit digne de son rôle politique international, semble hors de portée dans la configuration structurelle actuelle. Le Kremlin cherche, momentanément de façon pragmatique à transformer en capital politique ses ressources en hydrocarbures . Cette démarche procède en partie d'une évolution de la vision russe des moyens de la puissance, se traduisant par un rééquilibrage, progressif mais sensible, du poids relatif des outils militaires par rapport aux enjeux d'influence économique

Géopolitique «périphérique »

Alors que la présence américaine s'intensifie et que l'élargissement de l'OTAN et de l'UE se concrétise, aux marches de l'espace russe la redéfinition de la stratégie de Moscou dans cet environnement immédiat est un des principaux défis auquel doit faire face le Président Poutine à l'orée de son second mandat

Après avoir semblé, pendant une courte période, se désintéresser de sa proche périphérie occidentale et méridionale -les premiers gouvernements de l'ère Eltsine étaient avant tout préoccupés par l'ébauche d'une nouvelle relation avec les Etats Unis et l'Union européenne (UE)-, Moscou est vite revenu à une politique plus classique d'affirmation de son intérêt pour une région stratégique. Proche des centres vitaux du pays, ce théâtre européen représente en effet l'axe majeur du commerce (10 des 15 principaux partenaires de la Russie sont européens) et c'est dans ces pays frontaliers de l'ouest et du sud que sont réunis la majorité des Russes de " l'étranger proche ", comme on désigne à Moscou les anciennes républiques de l'URSS.

C'est sur ce fondement que la Russie travaille à la préservation de ses positions dans la CEI et dans toute la zone que l'on appelle « l'étranger proche » de la Russie, qui forme le premier cercle, géographique et thématique, de la politique étrangère de la Russie. Au plus fort de la crise économique qui secouait ces pays, le Kremlin a tenté d'imposer sa vision d'une organisation régionale où il jouerait à la fois le rôle de gendarme et de garant exclusif de la sécurité (au sein des différents traités de la Communauté des Etats indépendants - CEI- signés entre 1992 et 1994) mais aussi de pivot d'une zone douanière censée constituer peu à peu le pendant oriental de l'UE. Toutefois, le mélange de pressions économiques, favorisées par la dépendance énergétique de la plupart de ses partenaires envers la Russie, et militaires, avec la multiplication des interventions directes ou indirectes dans des conflits locaux, ont renforcé la méfiance de ces Etats. Là, le positionnement géopolitique et militaire de Moscou relève d'une approche relativement traditionnelle. Revenant à une posture moins tolérante face à l'engagement d'autres acteurs dans les pays de la CEI,

La facette asiatique de la géopolitique périphérique russe est un élément important à prendre en compte ;Le développement des richesses sibériennes en partenariat avec les Etats du Pacifique et du sud-est asiatique constitue un vieux souhait des élites politiques locales, plus ou moins partagé par Moscou. En dépit d'obstacles résiduels sérieux comme le contentieux des îles Kouriles, cette perspective n'a jamais paru aussi réaliste : plusieurs grands projets destinés à exporter des hydrocarbures ou de l'électricité russe vers la Chine, le Japon et la Corée sont prévus dans un proche avenir. Ceci pourrait relancer une dynamique positive dans l'ensemble sibérien et Moscou a manifesté par de multiples signes son intérêt pour ces coopérations en améliorant ses relations avec Pékin au sein du " groupe de Shanghai " (7) créé en 1996, et en se rapprochant des pays de la zone Pacifique etc. Cette forte réactivation de l'orientation asiatique du pays est jugée complémentaire de l'orientation européenne, qu'elle devrait même conforter par le renforcement de réseaux de transports continentaux de type Pacifique -Baltique.

Traditionnellement, le Kremlin fonde sa politique étrangère sur ses atouts géopolitiques et privilégie le recours aux instruments militaires dans la réalisation de ses objectifs. Toutefois, la Russie post-soviétique valorise ces mêmes arguments dans une perspective différente. En l'état actuel des rapports de force internationaux, des relations solides avec les pays de la communauté euro-atlantique constituent pour elle un gage essentiel de participation au jeu mondial. Bien qu' Les relations Russie UE aient connu, dans la décennie 1990, un développement considérable de leur cadre institutionnel accompagné d'une diversification de leurs champs d'exercice, les relations UE-Russie achoppent aujourd'hui sur des obstacles sérieux, cristallisés autour de la question des " valeurs communes " et empêchant le partenariat d'acquiescer la dimension stratégique que les deux acteurs disent vouloir lui conférer.

Au lendemain de l'élargissement de l'UE à l'est, la nouvelle " périphérie commune " (Ukraine, Biélorussie, Moldova mais aussi Caucase du sud) aurait constituer un test positif pour le partenariat stratégique, appelé à prendre de l'ampleur en matière de gestion des crises et des enjeux de sécurité non militaire (notamment ceux relevant du troisième pilier de l'UE, Justice et Affaires intérieures - JAI-). De fait, l'Union considère que la coopération de Moscou constitue potentiellement un appui important pour l'élaboration d'une politique adéquate vis-à-vis de cet espace ; le Kremlin, pour sa part, semblait appréhender le développement d'une action de l'UE dans cette zone avec moins d'inquiétude que l'affirmation d'autres acteurs, en particulier les Etats-Unis. Aujourd'hui, cependant, cette " périphérie commune " compte au nombre des sujets de tension entre les deux acteurs, même si la Russie sait qu'elle n'a d'autre choix que de se rapprocher autant que possible de l'Union, faute de quoi elle prend le risque de se marginaliser au sein d'un espace européen qui à terme fonctionnera en grande partie selon les règles, normes et valeurs de l'UE. Dans une perspective de plus long terme, la Russie sera motivée également par l'éventualité d'une adhésion de la Turquie à l'Union

Pour conclure la Russie valorise les atouts spécifiques que lui confère sa situation géographique, qui la place au carrefour de zones particulièrement propices au développement des " menaces du 21ème siècle ". En raison de son environnement géopolitique, la Russie, particulièrement vulnérable à ces risques, est appelée par ses partenaires occidentaux, notamment européens, à travailler plus activement à la gestion de ces problèmes. Cependant la conjonction d'une Russie qui recentre sa politique étrangère sur son étranger proche où Moscou s'est constitué une véritable « aire d'influence gazière et pétrolière » et qui proclame son ancrage européen ne va pas de soi .